

- L'objectif de +1,5 degré, pour limiter le réchauffement planétaire, ne tient qu'à un fil.** Faute de mesures supplémentaires, les pronostics tablent sur une hausse de la température mondiale comprise entre 1,8 et 2,4 degrés d'ici la fin du siècle.
- La transition énergétique est l'une des clés pour atteindre la neutralité carbone.** 70 % des émissions de gaz à effet de serre sont liées à notre consommation d'énergie*.
- La sortie du charbon va s'accélérer.** Les émissions issues de l'utilisation de charbon seront soumises à une pression croissante, malgré l'absence d'alternatives pour de nombreux pays. Les pays émergents dépendant du charbon rencontreront d'immenses difficultés pour conduire cette transition.
- Les marchés émergents sont au cœur de l'enjeu de neutralité carbone.** La future croissance mondiale se situera sur ces marchés, dont les économies sont souvent dépendantes du charbon et d'autres ressources fortement carbonées.
- Les indemnités des « pertes et dommages » vont jouer un rôle essentiel.** Les pays développés demeurent réticents vis-à-vis du concept de « pertes et dommages » liés aux effets du changement climatique. Néanmoins, les transferts financiers et aides en faveur des actions d'atténuation et d'adaptation vont s'accélérer.
- Les objectifs climatiques et de décarbonation seront plus ambitieux** chaque année, avec des effets du réchauffement climatique toujours plus visibles et systématiques. Les entreprises devront viser haut pour ne pas se laisser surprendre par l'évolution rapide des réglementations.
- Une partie significative des efforts d'atténuation sera destinée à la décarbonation des entreprises** (notamment dans les pays en développement). Les entreprises seront les principaux investisseurs dans des projets de décarbonation et bénéficieront du soutien de programmes gouvernementaux, des banques et institutions financières.
- Les entreprises doivent aller vers des activités plus robustes face aux changements climatiques et améliorer substantiellement la résistance de leurs systèmes d'information.** Les mesures d'atténuation prises actuellement sont trop limitées. De manière générale, les actions d'adaptation au climat, prises par les entreprises, les gouvernements et la société doivent s'accélérer étant données les perspectives actuelles de réchauffement de la planète et ses conséquences.
- Les investissements doivent tenir compte du coût à long terme de la taxe carbone, et du mécanisme d'ajustement à la frontière du carbone (CBAM).** Lors de la COP26, le président de la Fondation IFRS a annoncé la création d'un nouveau conseil, l'International Sustainability Standards Board (ISSB), responsable de développer des normes complètes relatives à la publication sur la soutenabilité.
- Malgré les défis et les incertitudes, le financement de la transition énergétique crée des opportunités significatives.** Les besoins en capitaux sont immenses et les risques associés devront être examinés avec attention. Néanmoins, la convergence des politiques au niveau mondial avec les priorités des investisseurs rend ce domaine très prometteur.

*SOURCE: World Resources Institute, Mengpin Ge, Johannes Friedrich et Leandro Vigna publié en août 2021

Contact



Valérie Besson

Associée, Responsable Energie & Ressources Naturelles Région EMA
 valeriebesson@kpmg.fr
 +33(0)6 14 06 31 94